

Motion des agents de la DRFIP de La Réunion au Directeur Général des Finances Publiques

Au 1^{er} septembre 2017, 20 emplois n'ont pas été pourvus dans la DRFIP de La Réunion, nous avons été reçus, à notre demande, par le Directeur Régional, Mr Deshayes dans le cadre d'un CTL extraordinaire, par le Directeur de cabinet du Préfet, par la Déléguée de l'Inter-région Mme Guillouet, et par le Directeur Adjoint du cabinet du ministre Mr Vercruysse pour exposer les raisons pour lesquelles cette situation est inacceptable. Malgré des échanges plutôt intéressants, aucune réponse satisfaisante et fiable n'a pu être apportée aux problèmes concrets qui se posent déjà dans les services et qui vont s'aggraver.

Toutes les missions sont concernées : les services extérieurs et tout particulièrement la chaîne du contrôle fiscal, de la programmation au recouvrement, la mission SPL, l'accueil, le recouvrement, la mission foncière...

Le redéploiement des EDR sur les effectifs manquants ne nous paraît pas être une solution, car son calibrage de 24 personnes est déjà un prélèvement (en amont) sur les effectifs des services. Les propos apaisants de notre Directeur, confirmés par votre déléguée, sur l'assouplissement des objectifs pour contenir l'aggravation des tensions et la dégradation des conditions de travail dans les services, sont contredits par la brutalité de la réalité du quotidien des agents, et un management qui peine à s'adapter à une telle situation d'urgence et dégradée.

Face aux interpellations de plus en plus pressantes des agents, Solidaires Finances Publiques ne peut rester en attente d'une solution hypothétique !

Aujourd'hui encore par cette action, nous continuons à nous mobiliser et crier fort le mécontentement, l'incompréhension et la souffrance des agents de la DRFIP de La Réunion.

Solidaires Finances Publiques réclame l'engagement clair de la Direction Générale de mettre un terme aux vacances d'emplois le plus rapidement possible.

Solidaires Finances Publiques insiste pour que dès le mouvement C de Mars 2018, une compensation importante soit apportée au département.

Solidaires Finances Publiques demande fermement à la Direction Générale de poursuivre dès 2018 le rattrapage du grave déficit des effectifs, pour le mettre en rapport avec les charges de travail de ce département.

Solidaires Finances Publiques réclame de mettre à l'étude immédiatement la création de sites et de services des Finances Publiques pour les mettre en adéquation avec le fort développement de la population réunionnaise passée de 600 000 à 900 000 habitants en moins de trois décennies et une prévision d'un million à brève échéance.

L'implantation des services sur notre territoire est largement sous-évaluée en comparaison de la situation dans n'importe quel département de la France hexagonale. Plusieurs communes de plus de 30 000 habitants ne disposent d'aucune implantation, une commune de plus de 70 000 habitants ne dispose que d'une petite trésorerie municipale.

Cette situation nous semble être de nature à créer une rupture d'égalité profonde entre les citoyens de notre département et ceux du reste de la France. Ce n'est pas acceptable.

Saint Denis le 5 octobre 2017